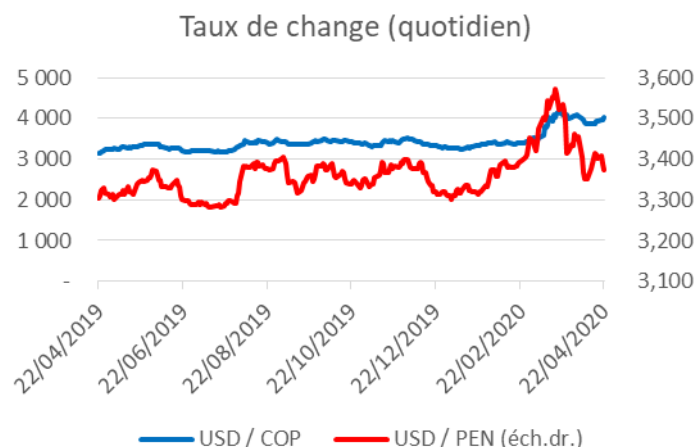
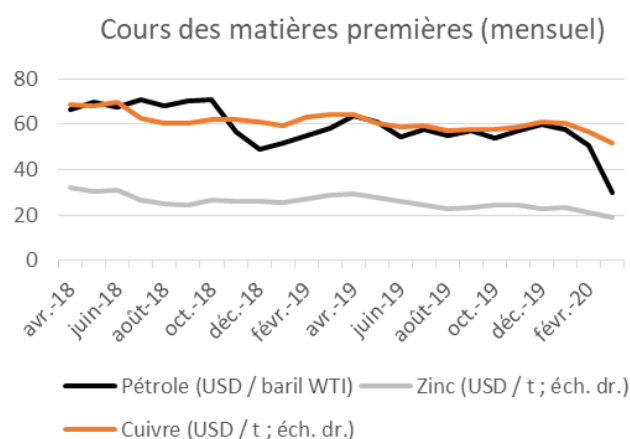




Région

2019 – Population : 138 M

PIB : 785 Mds USD



Nouvelles mesures ou annonces sanitaires / économiques.

	Etat du confinement	Macro	Sectoriel	Banque Centrale
Bolivie	Masques (et gants pour les commerces) obligatoires à La Paz	Baisse note S&P BB- à B+ ; approbation prêts 327 MUSD FMI et 50 MUSD CAF ; baisse prévisionnelle 45% recettes impôt hydrocarbure ; 83% sociétés à l'arrêt	Pertes estimées pour le tourisme : 900 MUSD et 100k emplois	
Colombie	Confinement (sauf sorties essentielles) jusqu'au 11/05 (30/05 pour seniors), début déconfinement partiel (manufactures + construction + sport plein air 27/04) ; masque obligatoire pour déplacements autorisés et transports publics ; « pico y cedula » dans toutes métropoles (H/F à Bogota)	Licencias remuneradas compensables (jours payés pendant confinement, report sur congés après reprise) ; possibilité de suspension primes ; 3 scenarii Fedesarollo : -2,7%, -5,0% et -7,9% (ANIF : +0,5%) ; prévisions MinHacienda - 10% recettes budgétaires	¼ commerces Bogota prévoient de fermer définitivement, 45% prévoient de licencier ; baisse 55% investissements en E&P pétroles et 65% regalías	
Equateur	Confinement prolongé (au 26/04 au moins) puis système « feux circulation ». Renouvellement laissez-passer obligatoire	Pertes 2,5 Md USD secteur pétrolier	Moratoire 90 jours remboursement prêts BEDE aux municipalités	Swap d'or 300 MUSD (taux annuel 2,6%) pour assurer liquidité (terminé)
Pérou		Emission souveraine 3 Mds USD ; subvention 760 PEN ménages ruraux ; demande 5.200 entreprises « suspensión perfecta » chômage partiel) ; 42% population sans revenus	Pertes estimées secteur agro à 1,8 Md USD depuis janvier et demande soutien 1,5 Md USD	
Venezuela			Concertation gouvernement/producteurs pour contrôle prix agro	Emission monétaire pour financement mesures (106 MUSD en mars) ; interventions stabilisation change 3 ^{ème} semaine avril (mais persistance écart taux)

La Cepal prévoit la pire récession de l'histoire en Amérique latine.

L'agence des Nations Unies a révisé ses prévisions de croissance pour 2020, avec une récession de 5,3% attendue pour l'Amérique latine & Caraïbes. L'Amérique centrale hors Mexique serait la zone la moins affectée (-2,3%), devant la zone Caraïbes (-2,5%).

Pays	Prévision 2020 (%)
Bolivie	-3,0
Colombie	-2,6
Equateur	-6,5
Guyana	+56,4
Pérou	-4,0
Suriname	-4,4
Venezuela	-18,0
<i>Argentine</i>	-6,5
<i>Brésil</i>	-5,2
<i>Chili</i>	-4,0
<i>Mexique</i>	-6,5

L'Amérique latine représentait 14% des cas d'insécurité alimentaire en 2019.

Selon le Programme alimentaire mondial, le continent comptait 18,7 M d'habitants en situation de sous ou mal nutrition fin 2019, répartis dans huit pays : 9,3 M au Venezuela (4^e crise alimentaire mondiale, après le Yémen, la RDC et l'Afghanistan), 3,7 M en Haïti, 3,1 M au Guatemala, 1 M au Honduras, 0,9 M de migrants vénézuéliens en Colombie, 0,3 M au Salvador, 0,3 M de migrants vénézuéliens en Equateur et 0,08 M au Nicaragua. A l'échelle mondiale, le PAM s'attend à un doublement du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire en 2020, à 265 M d'individus.

Baisse de 19% des remesas vers l'Amérique latine attendue en 2020.

La Banque mondiale considère que les remises de travailleurs à l'étranger (RTE) vers le continent devraient baisser de 19,3% cette année, après avoir progressé de 7,4% en 2019, à 96 Mds USD. Si trois pays de la région figuraient en 2019 parmi les principaux récepteurs de RTE en volume (Colombie 4^e avec 6,8 Mds USD, Pérou 7^e avec 3,3 Mds USD et Equateur 10^e avec 3,2 Mds USD), leurs économies sont cependant peu dépendantes de ces RTE en termes de ratio par rapport au PIB (seul le Guyana faisant partie du top 10, au 8^e rang, avec 8,1% du PIB). A noter cependant que les données de la BM n'incluent plus le Venezuela, dont les réceptions non-officielles de RTE (estimées à 4 ou 5 Mds USD, soit entre 6% et 8,5% du PIB) le placeraient au 7^e rang en volume et entre le 7^e et le 10^e rang en part du PIB. A l'échelle mondiale, la BM s'attend à un recul de 19,9% des RTE cette année, ramenant le volume total des RTE (572 Mds USD attendus) au niveau de 2016.

Bolivie**2019 – Population : 12 M****PIB : 42 Mds USD****YPFB s'apprête à négocier avec Petrobras qui a réduit sa demande de gaz à 4 M m3/j.**

Après avoir annoncé son intention d'imposer une amende à Petrobras et de la porter à un processus d'arbitrage, YPFB a modéré son discours et s'est montrée ouverte au dialogue. La pétrolière publique brésilienne a réduit sa demande, qui est passé de 14 à 10 M m3/j, alors que le contrat entre les deux entreprises engageait Petrobras à retirer un minimum de 14 M m3/j. Ce déficit de 4 M m3/j représente 12% de la production actuelle, ce qui représente un manque à gagner significatif pour YPFB, sans considérer les possibles dommages à l'infrastructure de transport de gaz que peut provoquer une telle diminution du volume. Malgré tout, YPFB veut maintenir les bonnes relations avec son principal client.

La chute des prix internationaux du pétrole pourrait entraîner une réduction entre 700 et 1 Md USD des revenus gaziers pour l'Etat bolivien.

L'effondrement du baril de pétrole WTI, indice de référence pour le gaz bolivien, se traduira en pertes pour l'État, qui avait élaboré son budget sur la base d'un prix de 51,73 USD par le baril de pétrole. Les prix du gaz exporté vers le Brésil sont déterminés en fonction de la moyenne du semestre précédent, tandis que ceux à destination de l'Argentine sont fixés en fonction du trimestre précédent. Différents analystes estiment que les prix pour les trimestres à venir pourraient fluctuer entre les 20 et 40 USD ce qui, couplé à la diminution de la demande argentine et brésilienne, se traduira dans des manques à gagner tant pour l'entreprise publique YPFB que pour l'État bolivien et les collectivités qui pourraient atteindre jusqu'à 45% des revenus gaziers incorporés à leur budget via l'impôt direct aux hydrocarbures.

Colombie**2019 – Population : 48 M****PIB : 328 Mds USD****Visions divergentes des deux principaux cercles de réflexion sur la croissance 2020.**

L'ANIF, proche des institutions financières, estime possible d'éviter la récession, grâce à la dépense publique (qui enregistrerait une croissance de 2,8% cette année, contre une prévision initiale de 4,3%). L'institution table ainsi, sous réserve de la mise en œuvre effective de l'ensemble des mesures annoncées, sur une croissance modeste de 0,5% (qui pourrait atteindre 0,9% sous l'hypothèse d'une hausse de 5% de la dépense publique). L'institut indépendant Fedesarrollo envisage pour sa part trois scénarii : une récession de 2,7% (scenario en « V »), un scénario en « W » à -5,0% et un scénario en « U » à -7,9%. Le chômage serait selon ces trois scénarii porté respectivement à 16,3%, 18,2% et 20,5% de la population active.

Amazon prévoit de créer 1.000 emplois supplémentaires.

L'entreprise de commerce électronique a déjà créé 600 postes sur son hub colombien (l'un des trois en Amérique latine), dédié notamment au service clients pour l'ensemble du continent et au développement informatique.

Equateur**2019 – Population : 17 M****PIB : 108 Mds USD****Nouvelle dégradation par Fitch.**

Fitch a poursuivi sa séquence de dégradations de la note souveraine, plaçant l'Equateur en « restrictive default », malgré l'accord pour un moratoire (jusqu'au 15 août) sur les intérêts par les détenteurs de 91% de ses obligations souveraines. L'agence considère en effet que cet accord constitue un échange d'obligations en défaut, car il empêche *de facto* un défaut dans les formes sur les obligations concernées.

Remboursement de 300 MUSD par la Banque Centrale.

La Banque centrale a remboursé 300 MUSD qu'elle avait obtenus en contrepartie de 7,46 tonnes d'or, dans le cadre d'un swap pour se procurer des liquidités et faire face à la crise sanitaire.

Approbation par l'Assemblée nationale de l'ALE avec l'EFTA.

L'Assemblée nationale a approuvé l'ALE avec l'EFTA (Norvège, Suisse, Islande et Liechtenstein) qui entrera en vigueur le 1^{er} Août 2020. Cet accord permettra la suppression des droits de douane pour les exportations équatoriennes (en particulier la banane, le cacao, les roses, les produits de la mer et les fruits tropicaux). L'Equateur s'engage à lever progressivement les droits de douane des produits de cette zone de libre-échange à échéance 2037.

Négociations avec Petrochina et Petrothailandia.

Petrochina et Petrothailandia ont accepté un report des livraisons de pétrole (sans amendes) que l'Equateur devait assurer dans le cadre des préventes anticipées réalisées en 2015 et en 2016. L'Equateur devait livrer en avril 2,1 millions de barils de pétrole 'Oriente' et 1,3 million de barils de pétrole 'Napo', qui devraient être finalement livrés en mai.

Pérou**2019 – Population : 32 M****PIB : 229 Mds USD****Le confinement est étendu jusqu'au 10 mai et il annonce une nouvelle subvention directe universelle.**

Le gouvernement a annoncé que le confinement, qui devait se conclure le 26 avril, est étendu jusqu'au 10 mai. Face à la détérioration des conditions économiques d'une grande partie des ménages péruviens, le gouvernement a décidé d'élargir la subvention de 760 PEN (220 USD ou 75% du salaire minimum) à 6,8 M de ménages soit les trois quarts des ménages. Au final, les subventions directes aux ménages devraient atteindre 5 Mds PEN (1,5 Md USD) dont 1 Md PEN (296 M USD) a été effectivement déboursé.

5 200 sociétés ont sollicité la « suspensión perfecta » (chômage partiel).

Le ministère du Travail (MTPE) a enregistré 5 200 demandes de « suspensión perfecta » dont 3 200 de la part de micro et petites entreprises. Dans un premier temps le MTPE vérifiera les sollicitudes des microentreprises afin d'octroyer aux employés suspendus une subvention de 760 PEN (220 USD). Par ailleurs, Cineplex S.A, propriétaire de la chaîne de cinémas Cineplanet, a notifié à l'Autorité des Marchés Financiers-SMV qu'elle envisage d'appliquer la « suspensión perfecta » en raison de la perspective de fermeture des cinémas pour les prochains mois.

Le gouvernement octroiera une subvention aux familles rurales.

Le « Bono Rural », une subvention de 760 PEN (220 USD), sera octroyé à près d'1 M de familles rurales du pays, une mesure qui coûtera autour de 836 M PEN (246 MUSD). Cette mesure vise les ménages qui se consacrent à l'agriculture de subsistance

et autres activités en milieu rural. Les ministères de Développement et Inclusion Sociale (MIDIS) et d'Agriculture (Minagri) recouperont leurs bases de données pour déterminer les bénéficiaires. Il est prévu que les bénéficiaires soient notifiés par texto et récupèrent leur argent auprès du Banco de la Nación.

42% des péruviens ne percevraient plus de revenus.

Un sondage d'Ipsos révèle qu'actuellement 42% des Péruviens seraient sans travail ou ne percevraient aucun revenu en raison du confinement obligatoire pour faire face à l'épidémie du covid-19. Jusqu'à 89% des ménages péruviens auraient subi des réductions dans leurs revenus pendant le confinement. Le sondage révèle également que seulement 14% des enquêtés opèrent en télétravail et que 3% sortent travailler sans pouvoir se prévaloir d'autorisations.

Venezuela

2019 – Population : 28 M

PIB : 70 Mds USD

Le Trésor américain prolonge jusqu'au 1^{er} décembre 2020, la licence autorisant les entreprises pétrolières américaines à mener des transactions avec les entités publiques.

La nouvelle licence, très restrictive, autorise Chevron et les entreprises américaines de services pétroliers (Halliburton, Schlumberger, Baker Hughes, Weatherford International) à poursuivre uniquement les opérations liées à la maintenance des installations. La production d'hydrocarbures et leur commercialisation sont désormais interdites.

Les échanges commerciaux diminuent fortement en mars.

Selon les estimations de BBVA, les exportations pétrolières s'élèvent à 610 MUSD en mars, soit un recul de 57% sur un mois. De leur côté, les importations s'établissent à 601 MUSD, en baisse de 19% sur un mois. Les achats pétroliers s'établissent à seulement 91 MUSD. Bien qu'en repli, la balance commerciale reste excédentaire (9 MUSD en mars après 680 MUSD le mois précédent).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine
Revu par : Julien BUISSART

Version du 23 avril 2020